

Le multilatéralisme, l'une des réponses aux difficultés actuelles du monde

"Le multilatéralisme représente le principal espoir que nous ayons de défléchir, à l'échelle mondiale, l'agression politique et économique qui ne peuvent que trop facilement surgir d'une longue période d'incertitude et de crainte", a déclaré le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, dans un discours qu'il a prononcé le 27 septembre à New York, à l'occasion de la Trente-septième Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. MacEachen a poursuivi en soulignant que la crédibilité et l'efficacité des institutions multilatérales étaient tributaires de la volonté politique des nations et de leurs dirigeants.

Après avoir rappelé le danger pour le système multilatéral d'une propension de plus en plus grande au chauvinisme causée par les problèmes économiques et les hauts taux d'inflation, M. MacEachen a souligné qu'il était important que le Fonds monétaire international (FMI) dispose des ressources nécessaires pour lui permettre de poursuivre "son rôle vital de promotion de l'ajustement dans les pays membres". Le Canada, a dit le Ministre, appuie une augmentation substantielle des quotes-parts des membres.

D'autre part, a souligné aussi M. MacEachen, la conjoncture économique est telle que l'aide au développement est devenue encore plus essentielle pour un certain nombre de pays du Tiers-Monde. Il est donc important que les efforts bilatéraux et multilatéraux se poursuivent.

"Nous devrions tous — donateurs nationaux et organisations internationales — rationaliser l'affectation des ressources disponibles pour en maximiser l'effet. Cette sélectivité obligatoire ne donnera des résultats optimaux que si les donateurs privilégient les secteurs où ils ont davantage de compétences et de ressources. Ainsi, le Canada a choisi de concentrer ses efforts dans trois domaines où il a une expérience nationale considérable: le secteur agro-alimentaire, le secteur énergétique (plus particulièrement l'exploration pétrolière) et les ressources humaines.

"Face à la raréfaction des ressources, nous devrions également tirer parti, de façon rationnelle et opportune, de toutes les occasions de renforcer la coopération. Sous ce rapport, je suis déçu que la question des négociations globales n'ait pas progressé depuis le Sommet de Versailles. Le Canada est d'avis que la résolution de



M. Allan J. MacEachen

compromis préparée à Versailles constitue une étape importante dans notre recherche d'une formule de lancement", a dit M. MacEachen.

Toujours au chapitre de l'économie, M. MacEachen a rappelé que le Canada présiderait la Session annuelle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui se tiendra le mois prochain, au niveau ministériel.

Politique internationale

"Les problèmes économiques sont encore plus aigus et potentiellement dangereux du fait qu'ils se mêlent à de graves tensions politiques. L'instabilité politique a des conséquences qui débordent de beaucoup le théâtre même du conflit. Dans un monde où les distances disparaissent, les vulnérabilités et les tragédies régionales deviennent une source de préoccupation commune", a déclaré M. MacEachen.

Sur la situation au Moyen-Orient, dont il déplore les incidents récents, le Ministre a souligné: "Le Canada accorde un ferme appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Liban et il fait sienne les résolutions du Conseil de sécurité réclamant le retrait d'Israël de Beyrouth-Ouest et de l'ensemble du Liban. Aucune force étrangère ne devrait rester dans ce pays sans le plein consentement du gouvernement libanais; autrement, ce pays ravagé ne pourra connaître à nouveau la stabilité". Par ailleurs, a ajouté le Ministre, il faut intensifier les

efforts pour régler les problèmes qui sont au cœur du conflit arabo-israélien.

Le Canada se préoccupe aussi de la situation en Pologne et de ses conséquences sur les droits fondamentaux et sur les libertés du peuple polonais, ainsi que sur la stabilité politique en Europe centrale.

Au sujet de l'Afghanistan et du Kampuchea, M. MacEachen a invité les États membres de l'ONU à appuyer les résolutions de l'Assemblée générale pour faire cesser l'occupation de ces deux pays par des forces étrangères.

Pour ce qui est de la Corée, M. MacEachen s'est dit encouragé par l'offre du président de la République de Corée de reprendre le dialogue sans conditions préalables.

Maîtrise des armements

L'imprévisibilité des événements a ravivé parmi les populations la crainte d'une guerre nucléaire, a déclaré M. MacEachen.

Même si la Deuxième Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement n'a pas conduit à l'entente que l'on attendait, le Canada ne perd pas espoir et il appuie fermement les négociations actuelles de Genève visant à limiter et à réduire le niveau des armes nucléaires.

"Le Canada a choisi de contribuer au processus de maîtrise des armements et de désarmement en se concentrant sur la question vitale de la vérification et ce, en participant à l'échange international de données sismologiques et en accroissant substantiellement la recherche en matière de vérification", a déclaré le ministre MacEachen.

Rôle de l'ONU

Même si un certain scepticisme règne sur le pouvoir de l'ONU de gérer les situations de crise, cet organisme, a rappelé M. MacEachen, a de "remarquables contributions au développement du droit international". De plus, les Nations Unies, qui représentent pratiquement toute la communauté internationale, sont le seul organisme pouvant jouer un rôle dans la promotion de la règle de droit.

M. MacEachen cite, parmi les réalisations récentes de l'ONU, une constitution globale pour les océans du monde, fruit des travaux de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la légitimation de l'examen international des violations des droits de l'homme et le plan d'un règlement équilibré en Namibie.

De plus, les propositions présentées dans le rapport du nouveau secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, pour accroître l'efficacité du Conseil de sécu-